



# LE CANARD

## en furie

Siège Terminus, 1<sup>er</sup> virage à gauche  
après l'Hôtel Terminus en venant du  
Rond point Grand Hôtel.  
RCCM/NI/NIA/2018/A/073/ NIF: 44 126/S  
E-mail: in\_dicko@yahoo.fr  
90.00.99.83 / 96.75.34.12

PRIX : 300 F

3<sup>ème</sup> Année:

HEBDOMADAIRE SATIRIQUE NIGERIEN

N° 98 du 15 octobre 2018

*Succession au Pnds*

# Pourquoi Mohamed Bazoum n'est pas présidentiable ?



*Au Pnds, il y a des gros calculs, comme en d'autres temps, on en avait eu au Mnsd, sous Tandja et son Tazartché. La carte Salou Djibo qui se murmure depuis peu est explosive pour le Pnds Tarayya et pour le régime. Mais, il y aurait une parole à tenir, peut-être aussi, dans les précautions du serment coranique dans un environnement politique où les hommes ne peuvent plus se faire confiance. Des lobbys sont sans doute autour du président Mahamadou Issoufou pour le conseiller par rapport à l'option à privilégier : oser l'option de l'entente secrète où, trahir une parole pour laisser un dauphin naturel qui ne garantit aucune stabilité et aucune solidité du pouvoir qu'on lui transmettra. Le choix est problématique, difficile à opérer. Ces lobbys pourraient avoir pour objectif inavoué d'apprivoiser le pouvoir pour le garder aussi longtemps que possible, afin d'assurer les arrières de gens qui ont conscience d'avoir mal gouverné et mal géré ainsi que le disait à travers un audio qui a circulé sur les réseaux sociaux un gouverneur proche du système. C'est en ce moment que les observateurs avisés trouvent tout le sens de l'entrée en jeu du fils, de plus en plus envahissant dans la sphère du pouvoir. Salou Djibo, devrait-il après, lui passer la main ? On ne peut pas employer un fils à de si hautes responsabilités dans des pays comme les nôtres dont on sait les considérations culturelles, si l'on n'a pas son petit plan derrière la tête, et ce dans le mépris de que les populations peuvent penser d'une telle audace assez trop osée...*

Lire pages 4-5

*17<sup>e</sup> sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la Francophonie*

## Quand le Président français manque de respect aux Présidents Issoufou et Deby

*Bras de fer Abou Mamane – Niger Bureau autour d'un marché*

## Qui se cache derrière Niger Bureau ?

# Il est désormais impossible de sauver le soldat Salou

## Amères vérités

# Il est désormais impossible de sauver le soldat Salou

Mohamed Bazoum respire et il faut le dire. Il respire à pleins poumons et autour de lui, l'humeur est à la fête. Ils ont raison de jubiler. Depuis que le soldat Salou est esquiné par le retour sur le devant de la scène de cette affaire de deal avec Mahamadou Issoufou, l'espoir semble renaître chez le président du PndsTareyya. Les soldat Salou Djibo qui est resté, selon un certain Kimba..., en **contact permanent** avec le Président Issoufou, n'a plus qu'à songer à autre chose si jamais, il rêvait d'un retour au pouvoir par un renvoi d'ascenseur de la part de celui dont il a facilité l'accession au pouvoir. Il doit comprendre qu'il est désormais une icône grillée, plombée et bonne à ranger dans les oubliettes de l'histoire. Et que le Président Issoufou a beau vouloir lui rendre la politesse, il est coincé, sans autre possibilité que d'abandonner la piste du soldat Salou ou de confirmer l'existence de ce deal. En revenant, avec plein de conviction sur ce pacte qui fait de Salou Djibo le candidat potentiel du Président Issoufou pour l'élection présidentielle à venir, Hama Amadou ne fait pas que dénoncer un accord anticonstitutionnel et amoral. Il fausse des plans, ouvrant grandement les voies de l'avenir, auparavant rétrécies, mêmes pour les potentiels candidats proscrits par une certaine logique politique. L'évolution des choses est certes dramatique pour le soldat Salou qui constate, impuissant, la dislocation de ce qu'il s'est donné un mal fou pour construire. Mais elle se présente sous de bons auspices pour d'autres, tant il est vrai que le malheur des uns fait le bonheur des autres.

Ainsi, Mohamed Bazoum est sans aucun doute le premier gagnant de voir Hama Amadou insister à nouveau sur la réalité d'un deal entre Mahamadou Issoufou et Salou Djibo. L'élimination de ce soldat dans la course aux bonnes grâces du Président Issoufou au sein de son camp politique est une aubaine pour le président du PndsTareyya. Il peut désormais regarder dans une seule direction et concentrer ses forces et son intelligence pour affronter des adversaires politiques ayant les mêmes moyens que lui, d'égal à égal. C'est pratiquement requinqué qu'il a pris les airs pour entreprendre une tournée qu'un certain Mahamadou Issoufou a faite en son temps, parcourant villes et campagnes pour promettre monts et merveilles aux Nigériens. Sous le fallacieux prétexte de l'insécurité, Mohamed Bazoum, qui a dû établir son calendrier suivant le poids démographique, a commencé à Maradi, avec des localités à fort potentiel électoral, le long de la frontière du Nigeria. Il veut ainsi se faire connaître partout il l'est moins ou pas du tout, histoire de dire, comme son prédécesseur à la tête du PndsTareyya, qu'il a parcouru, bien avant d'être candidat, tel nombre de villages. Cependant, si Mohamed Bazoum a de quoi se réjouir de l'élimination du soldat Salou, il doit savoir que sa victoire est à la fois partielle et éphémère.

Le deuxième gagnant est incontestablement le Président Issoufou qui se desserre ainsi d'un étau qui devient, au fur et à mesure que l'échéance approche, étouffant, voire mortel. La dénonciation

du deal qui le lierait au général Salou Djibo lui permet, sans coup férir, de se débarrasser de l'étreinte embarrassante de ce soldat. Il peut, en montrant à son bienfaiteur, les raisons objectives qui militent contre lui. Non seulement la démarche pour l'imposer au Pnds Tareyya comme candidat à soutenir s'apparente à un parcours de combattant, mais poursuivre la logique jusqu'au bout l'expose à des conséquences redoutables. Car, travailler à tout casser, y compris le PndsTareyya, pour faire un boulevard au soldat Salou revient à confirmer le deal et à se mettre sur le dos tous les partis politiques.

Le troisième gagnant est Hama Amadou, le chef de file de l'opposition politique qui assène ainsi un Uppercut du droit à Mahamadou Issoufou et au soldat Salou, un intrus sur la scène politique qui doit s'effacer pour laisser libre cours à un jeu électoral sain. Mieux, Hama Amadou a semé davantage le doute dans l'esprit de partenaires politiques qui ont vu et entendu tellement de choses qu'ils ne peuvent que cultiver désormais la prudence et la méfiance, les uns vis-à-vis des autres. La guerre larvée entre le Président Issoufou et Mohamed Bazoum qui étalerait de plus en plus sa déception et son mécontentement, trouve dans cette affaire de deal ébruitée, de quoi alimenter le feu qui couve.

Quant à Salou Djibo, le seul perdant, il a joué trop gros pour ne pas finir malheureux. Lorsque, sans aucune possibilité d'en douter, les Nigériens comprendraient qu'il a conduit un coup d'Etat, non pas pour restaurer la démocratie et la légalité constitutionnelle, mais pour des calculs mesquins et mercantiles, son compte sera définitivement fait. Il ne pourra se faire une place dans l'arène politique et perdra certainement ses galons de général. Ni au Pnds ni dans l'armée où il n'aura plus aucune crédibilité, l'homme sera comme une hyène aveugle, perdue et à la merci de tous. Mahamadou Issoufou, qui œuvrera peut-être à partir tranquille et serein, pourrait éventuellement envisager de négocier une sortie honorable en sacrifiant tout ce qui paraît encombrant. Or, Salou Djibo est un colis encombrant qu'il n'est pas difficile pour le Président Issoufou de sacrifier pour se tirer d'affaire.

Dans tous les cas de figure, le soldat Salou est définitivement grillé. C'est un soldat qu'il est impossible de sauver et ceux qui s'entêteront à le faire font courir certainement au Niger de graves périls. S'il n'est pas personnellement fier d'avoir arrêté la dérive de Mamadou Tanja, il doit comprendre que Mahamadou Issoufou a beau être président de la République, il ne peut lui concéder le pouvoir. Ce n'est pas dans ses cordes. Nous ne sommes ni au village ni dans une monarchie constitutionnelle pour que Salou Djibo succède à Mahamadou Issoufou. S'il ne le comprend ainsi, il risque fort de se brûler les doigts. Quant à ceux qui, tapis au sein de l'administration publique et que l'on dit des obligés travaillant à un retour de Salou Djibo au pouvoir, ils doivent se convaincre, une fois pour toutes, que la roue tourne, inexorablement. Gare à ceux qui veulent l'arrêter ou inverser le sens.

BONKANO

17<sup>e</sup> sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la Francophonie

# Quand le Président français manque de respect aux Présidents Issoufou et Deby

Lors de la photo de famille des chefs d'Etat et de gouvernement ayant pris part au 17<sup>e</sup> sommet de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), le Président français, Emmanuel Macron, a étalé tout le mépris qu'il a pour ses collègues africains. Alors qu'une place lui a été délibérément laissée entre les Présidents Deby et Issoufou et que celui-ci s'activait à lui montrer d'un geste de la main, Emmanuel Macron a complètement snobé ses deux collègues africains. Sans le moindre regard pour Deby et Issoufou, à plus forte raison un sourire, le Président français est passé devant eux, sans la poignée de main habituelle pour aller serrer la main à son ministre des Affaires étrangères, Jean-Yves LeDrian. Avec un large sourire ! S'il est certain que la conduite du chef de l'Etat français est diplomatiquement incorrecte, il reste que le message qu'il a voulu ainsi laisser transparaître n'est pas



cerné. Ce qui est certain, Deby et Issoufou savent pourquoi le Président français les a royalement ignorés publiquement.

DAN MADOUGOU

Bras de fer Abou Mamane – Niger Bureau autour d'un marché

## Qui se cache derrière Niger Bureau ?

La ville de Niamey n'arrive pas à sortir du guépier dans lequel l'ont plongée ceux qui sont manifestement derrière cette obscure entreprise dénommée Niger Bureau et qui livrerait curieusement un véritable bras de fer avec la Nouvelle Imprimerie du Niger (NIN) d'Abou Maman à propos d'un marché public de production d'actes de cession alors qu'elle n'a ni les capacités techniques pour le faire ni de sérieuses garanties. Pire, l'entreprise fantôme proposerait d'exécuter ledit marché en soustrayant avec des prestataires qualifiés pour un montant de plus de 900 millions alors que la NIN compte le faire pour un peu plus de 300 millions. L'Agence de régulation des marchés publics (ARPM) ayant compris que c'est une guerre d'éléphants dans laquelle elle est incapable de trancher, a préféré dégager en touche. Du côté de la NIN, l'on déplore cette fuite de responsabilité qui fait douter de l'efficacité, voire de l'utilité de l'ARPM pour les entrepreneurs qui peuvent constater la violation du code des marchés publics sans pouvoir compter sur l'arbitrage de l'agence. Au lieu d'arbitrer convenablement, l'ARPM a alors renvoyé les parties dos à dos, leur demandant de retourner régler leur affaire auprès de

la ville de Niamey. Ce qui a mis Mouctar Mamoudou, le président de la Délégation spéciale, dans une position délicate, ne sachant à quel saint se vouer pour se sortir d'affaire. Pris entre deux feux nourris de la part de deux camps antagoniques au sommet du pouvoir, Mouctar Mamoudou essaierait tant bien que mal d'expliquer et de justifier sa position, histoire de ne pas prendre des coups bêtes dans un combat de titans qui fait de lui, malheureusement, le souffre-douleur. S'il a quelque chose à gagner dans l'octroi du marché à cette obscure entreprise dont on ne connaît absolument rien, y compris du siège et des installations techniques sur lesquelles elle compte s'appuyer pour exécuter le marché, Mouctar n'est pas toutefois le maître d'œuvre, encore le maître d'ouvrage de cette affaire dans laquelle la ville de Niamey est empêtrée. Sans le moindre carton d'acte de cession, Mouctar ne peut pourtant donner quittance à aucune des deux parties pour l'exécution du marché. Balloté entre les deux camps, il cherche, sans moyens évidents, à gérer au mieux cette affaire qui est compliquée par des positions antagoniques au sein du PndsTareyya. Abou Mamane ne cherche manifestement

à gagner de l'argent dans ce dossier. Il a plutôt mal dans son amour propre de se voir arracher un marché qu'il doit gagner de par la qualité de ses offres technique et financière. C'est sa fierté qui est en cause et il entend, selon certaines confiden-

ces, aller jusqu'au bout. Or, derrière le président de la Délégation spéciale qui chercherait à sauver sa tête, il y a forcément des poids lourds qui lui demandent de tenir bon. L'affaire est donc loin de connaître son épilogue.

DAN MADOUGOU

Nominations successives d'Adal Rhoubéid et d'Abdoul Moumouni Ousmane à la présidence

## Qu'est-ce qui se passe au Front patriotique d'Ibrahim Yacoubou ?

Décidément, il y a de quoi s'interroger au Front patriotique où, coup sur coup, à peine né, le Front de lutte créé à l'initiative d'Ibrahim Yacoubou de Kishin Kassa, a perdu ses deux porte-parole. D'abord Adal Rhoubéid. Opposant le plus virulent contre Mahamadou Issoufou, le président du MDR Tarna était porte-parole du FP jusqu'au jour où les Nigériens ont appris qu'il a été nommé conseiller avec rang de ministre à la présidence. Ensuite Abdoul Moumouni Ousmane. Acteur de la société civile, l'homme était tout autant virulent contre Mahamadou Issoufou et son régime. Désigné nouveau porte-parole du FP, il n'a pas mis beaucoup de temps (moins d'un mois) pour se désengager et annoncer pompeusement, sans la moindre gêne, que le Président Issoufou lui a



fait l'honneur de le conseiller et qu'il espère être à la hauteur. En perdant successivement ses deux porte-parole, le FP suscite des interrogations légitimes. Pourquoi perd-il ses membres aussitôt créé ? Pour nombre d'observateurs, ce serait parce que le président de Kishin Kassa n'inspire pas confiance à ses partenaires. Ceux qui le quittent subitement auraient-ils découvert son véritable jeu ? Si ce n'est pas le cas, c'est que le Niger est en face d'une véritable crise de valeurs.

DAN MADOUGOU

## Succession au Pnds

## Pourquoi Mohamed Bazoum n'est pas présidentiable ?

Si au Mnsd, pour des raisons non avouables, Tandja qui avait été méticuleusement travaillé à cette fin par des hommes politiques tenus par de vieux calculs, avait choisi de pactiser avec ses adversaires, ceux-là qui ne l'on jamais aimé de toute leur vie pour écartier son héritier politique naturel et légitime et qu'un parcours aurait pu défendre dans sa succession, il faut reconnaître que c'en est pas tellement le même cas au Pnds aujourd'hui, car pour parler en comparatiste, Bazoum et Hama, en politique, en gestion d'Etat, en administration, ne sont pas faits de la même pièce, tant les deux hommes sont diamétralement différents et opposés. Si le premier se plait dans les diatribes et les logorrhées oiseuses, le second s'illustre dans le discours politiquement opératoire, affiné, conçu dans la realpolitik, la vision éclairée, le sens de la mesure, le sens de l'intérêt général. Alors que Bazoum Mohamed savait humilier et souvent insulter, avec, dans la grandiloquence intellectualiste inutile et prétentieuse, un discours à ras de terre, Hama Amadou a un discours tranchant, fait de vérités dans ses analyses pointues et pertinentes sur des questions culturelles, économiques, politiques et sociales sur lesquelles une expérience de la gestion de l'Etat lui permettait d'avoir plus de lumière, plus de lucidité et de science. Il va sans dire, pour avoir prêté le flanc, dans ses silences qu'une sénilité complique aujourd'hui, celui qu'on appelait en d'autres temps, Baba Tandja, devrait vivre le remord de ses imprudences et de ses égoïsmes piètrement calculés, de ses incohérences et de ses ingratitude. Sans doute que l'homme peut se rendre compte du mal qu'il a ainsi fait d'abord à un ami aussi fidèle et qui est resté fidèle jusqu'à ce qu'on le trahisse, à son parti, le Mnsd pour promouvoir dans le même calcul un médiocre politique, et surtout, il peut aujourd'hui comprendre que tout le mal-être politique et économique du Niger ne vient que cette volonté peu réfléchie finalement de contrarier le jeu normal à l'intérieur du parti. En ce moment, la trahison d'un homme n'était pas que de l'ordre des amitiés mais aussi de celle de tout un pays car, aujourd'hui c'est tout le pays qui vit sous les affres de ce complot inique avec une démocratie au rabais où le jeu est biaisé,

suspendue aux ententes politiques entre putschistes et politiques.

Comme on le voit, passer la main en politique n'est pas toujours facile et évident surtout sous les tropiques où les relations personnelles peuvent déjouer tous les pronostics. Alors que Mohamed Bazoum, il y a quelques mois salivait pour le pouvoir si proche, il peut depuis quelques jours voir des indices troublants, des signes avant-coureurs de sa débâcle qui compromettent tous ses rêves.

Assurément, lorsque dans le puzzle, on voit un fils rentrer dans le jeu, jouant dans les proximités du père, il est évident qu'il est loisible de comprendre qu'il y a anguille sous roche et que la lutte des clans ne peut qu'être âpre, malheureusement en sa défaveur. Comment ne devait-il pas s'en inquiéter quand de plus en plus, l'héritier biologique occupe de l'espace dans le pouvoir, devenant, aux dires de certains, un interlocuteur imposé et incontournable pour rentrer dans les faveurs du régime ? Mais, alors pourquoi ne reste-t-il que très peu de chance pour Bazoum ?

#### Bazoum Mohamed doit se plaindre de lui-même...

Mieux qu'un autre, il doit reconnaître ses amis politiques qui ne reculent devant aucun projet même lorsqu'ils peuvent se rendre compte qu'ils ne sont pas sur une voie opérante. S'ils doivent l'écraser pour atteindre leur objectif, ils n'auront pas d'état d'âme à le faire. Celui qui serait pour la forme le président du Pnds, pourrait bien être immolé pour des causes, sans doute aussi inavouables, et les camarades sans cœur pourraient, sans remord, marcher sur son cadavre politique. Du reste, il le sait bien et pourrait en être conscient depuis des jours. Il patauge dans la grande mare aux caïmans qu'est le Guri-land. On pourrait reprocher au philosophe socialiste d'avoir manqué de tact dans sa conduite politique pour savoir soigner son image de présidentiable qui ne peut se préparer à un pas des prochaines élections. Le temps lui-même est contre lui ! Pour être aimé du «Roi», il s'est beaucoup exposé, communiquant avec arrogance et sans mesure pour défendre le régime. Quelle sortie de l'homme n'avait pas été critiquée, car chaque fois qu'il le faisait, il y avait des



ratées que la presse ne manquait jamais de relever ? L'homme qui avait cru qu'il avait ce devoir de boxer dans tous les sens sans aucun souci pour son image, se rend compte, après de «bons et loyaux services», qu'il ne se rendait pas service. Ses imprudences égratignaient et érodaient son image de présidentiable qu'on l'a laissé soigneusement détruire, croyant naïvement rentrer ainsi dans les grâces du «Boss».

#### Des discours qui discréditent et disqualifient l'homme...

Mohamed Bazoum a tenu souvent des discours qui sont d'une extrême gravité pour un acteur politique qui aspire à diriger un Etat, à gouverner une nation. Et lorsque c'est sur des médias, internationaux notamment, non en «rase campagne» où on peut notamment tenir certains propos comme cela a été rapporté également, qu'il ose pareille parole, c'est que l'homme ne peut qu'être d'une immaturité politique évidente. Car comment peut-on vouloir diriger un pays, et continuer à regarder une nation au travers de ses frontières sociologiques interdites et qui, même si elles sont réelles, ne peuvent qu'être regardées en forces pour une nation plurielle ? Qui, au Niger, ne peut se souvenir de cette expression – officiers ethnicistes – que Bazoum avait utilisée pour parler d'une frange de l'armée nationale ? Ne peut-on pas croire dès lors à une gestion sectaire de la Défense nationale ? Sur Rfi, il voulait être plus précis et sans doute plus audacieux, si ce n'est une prudence subite

## Succession au Pnds

# Pourquoi Mohamed Bazoum n'est pas présidentiable ?

qui l'ait freiné sur la première syllabe d'une composante sociologique de la nation. On ne peut en ce 21<sup>ème</sup> siècle regarder le Niger d'une telle façon à tout le moins discriminatoire et prétendre le diriger.

Il y a aussi la profondeur de ses discours, sinon leur contenu que l'on peut également mal juger. Les analyses peu fouillées du président du Pnds Tarayya sur des questions actuelles, ne permettent pas de lui donner une bonne vision éclairée et clairvoyante sur des sujets de notre monde et de notre époque. On se rappelle de la manière dont il avait voulu bluffer les étudiants de Zinder, en osant leur parler d'économie, des questions qui ne sont pas du champ de ses compétences, pour finalement spéculer dans l'incohérence et paraître un peu ridicule pour ses interlocuteurs à qui il voulait faire croire que les matières premières ne feraient plus l'économie des pays et que ce serait désormais Google et consorts qui feraient la richesse d'un pays. Il n'y a pas longtemps, il expliquait également dans les mêmes prétentions l'échec de leur régime, en se disculpant pour rendre responsables les régimes précédents de la situation actuelle lamentable de notre système par leurs erreurs, ce à quoi lui répondait avec pertinence et précision Djibril Baré, choqué sans doute par un tel regard étriqué et très réducteur. L'homme se plante dans de telles spéculations oiseuses, loin des vrais débats qu'il ne peut ausculter avec distance et sérénité. Un peu retardé par sa vision élitiste du discours politique, il est resté dans le jeu de la phraséologie séductrice du bon langage dans les tournures peu opérantes d'une époque révolue, héritées d'un parcours syndical qui ne quitte pas l'homme politique qu'il voulait devenir. On est à une époque où la démagogie ne marche plus, les peuples sont de plus en plus mûrs pour écouter les grands parleurs. On aime aujourd'hui le juste et le vrai ; on n'a plus le temps d'écouter les grands discours sans profondeur.

### Le problème de Mohamed Bazoum est au sein du Pnds Tarayya...

Mais après avoir laminé son image, Bazoum Mohamed, pour certains analystes, souffrirait de légitimité au sein de son parti. Sa position dans le parti dépend plus de

son parcours, de ses rôles que de son assise politique dans un électorat sûr et imposant. Depuis des jours, des rumeurs ! – encore elles – et la presse rapportent qu'il serait en mauvaise posture, au cœur de complots qui devraient l'évincer parce qu'un accord secret coudrait que ce soit un autre qui succède à Issoufou Mahamadou et non lui qui s'y attendait légitimement. Une machine serait déjà mise en marche pour étouffer ses ambitions. En vérité, dans le parti, on pourrait lui reprocher les mêmes démesures dans ses discours mais surtout de n'avoir pas d'assise électorale ainsi qu'on l'a si souvent entendu. Nous avons ainsi appris qu'il aurait déjà cinq régions qui ne seraient pas prêtes à cautionner sa candidature pour être investi au titre du parti Pnds qu'il dirigerait – la condition peut être une prudence même à ce niveau.

### Quelle carte jouer : Le drame cornélien du Pnds

Au Pnds, il y a des gros calculs, comme en d'autres temps, on en avait eu au Mnsd, sous Tandja et son Tazartché. La carte Salou Djibo qui se murmure depuis peu est explosive pour le Pnds Tarayya et pour le régime. Mais, il y aurait une parole à tenir, peut-être aussi, dans les précautions du serment coranique dans un environnement politique où les hommes ne peuvent plus se faire confiance. Des lobbys sont sans doute autour du président Mahamadou Issoufou pour le conseiller par rapport à l'option à privilégier : oser l'option de l'entente secrète où, trahir une parole pour laisser un dauphin naturel qui ne garantit aucune stabilité et aucune solidité du pouvoir qu'on lui transmettra. Le choix est problématique, difficile à opérer. Ces lobbys pourraient avoir pour objectif inavoué d'apprivoiser le pouvoir pour le garder aussi longtemps que possible, afin d'assurer les arrières de gens qui ont conscience d'avoir mal gouverné et mal géré ainsi que le disait à travers un audio qui a circulé sur les réseaux sociaux un gouverneur proche du système. C'est en ce moment que les observateurs avisés trouvent tout le sens de l'entrée en jeu du fils, de plus en plus envahissant dans la sphère du pouvoir. Salou Djibo, devrait-il après, lui passer la main ? On ne peut pas employer un fils à de si hautes responsabilités dans des pays comme les nôtres dont on sait les

considérations culturelles, si l'on n'a pas son petit plan derrière la tête, et ce dans le mépris de que les populations peuvent penser d'une telle audace assez trop osée.

La vérité est qu'aucune des cartes n'est rassurante. Elles sont toutes explosives et fatales pour un régime qui finira par ses gros calculs par se mettre tout le monde sur son dos. Une opposition doit se structurer à l'interne déjà pour rejoindre l'autre opposition et dynamiser le système Guri. Mohamed Bazoum n'a que peu d'atouts et donc d'une situation d'autant plus précaire pour lui reprendre une de ses expression, qu'il risque de ne voir que passer de la poussière sur sa tête, et Salou Djibo dans la logique du commerce politique qui le crédite, fera exploser le parti socialiste où depuis des années des voix grognent d'être oubliées et mises à la marge ce d'autant plus d'ailleurs que les visées féodales d'un clan sournois qui voudrait aristocratiser le parti et la démocratie nigérienne, constitueront le cocktail explosif qui entamera la cohésion de façade d'un parti où le clanisme est désormais béant. Bazoum, peut manquer de tout, de tout ce qu'on pourrait lui reprocher mais d'une capacité de nuisance !

Et la carte du «Petit» qui semble faire son stage ou si l'on veut son service civique à la présidence, se chargeant de gros dossiers, aujourd'hui comme demain, ne peut qu'amener les Nigériens, y compris ceux qui sont du parti présidentiel, à bouder le parti et l'aristocratie en gestation.

Plus on s'approche des échéances de 2021, l'on se rend compte que ce n'est pas des problèmes qui manquent à Issoufou Mahamadou et à Mohamed Bazoum au point d'oublier une opposition dont l'éparpillement lui donne l'illusion qu'elle se serait affaiblie. Pourtant, les prochains mois risquent d'être riches en événements plus déstabilisants pour le régime, plus occupé à se faire la guerre à l'interne. Oubliant l'essentiel : le Niger.

Un compte à rebours... Quand les pauvres perdent.

A.I

## Portrait

# Louise Mushikiwabo, une fidèle du président rwandais aux commandes de la Francophonie

**Cette Rwandaise, dont la famille a été tuée dans le génocide de 1994, a été élue, vendredi, secrétaire générale de l'Organisation internationale de la francophonie.**

**Diplomate éprouvée qui sait se montrer accommodante, Louise Mushikiwabo, 57 ans, reste une femme de fer qui, depuis neuf ans, porte la politique extérieure du président rwandais. « Elle sait arrondir les angles de Paul Kagame », remarque un vieux routier des sommets africains. Sur le fond, en revanche, elle ne transige pas.**

Celle qui vient d'être élue par consensus, comme le veut la tradition, secrétaire générale de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), vendredi 12 octobre, est la deuxième femme à occuper ce poste après sa prédécesseure Michaëlle Jean, diplomate canadienne d'origine haïtienne ; et, surtout, la première Africaine. C'était la raison principale du soutien de la France et de l'Union africaine (UA), qui ont entraîné l'écrasante majorité des cinquante-quatre Etats membres de plein droit de l'OIF, disposant du droit de vote.

Dès l'annonce officielle de sa candidature depuis l'Elysée, le 23 mai, à l'occasion d'une rencontre entre Emmanuel Macron et Paul Kagame, Louise Mushikiwabo était donnée largement favorite grâce à ce double parrainage. Son habilité et ses réseaux ont fait le reste.

## « Une survivante »

La vie de Louise Mushikiwabo est marquée par toutes les tragédies qui ont secoué le Rwanda le demi-siècle passé. Elle naît en 1961 dans une famille de petits propriétaires terriens, au moment même où commencent les persécutions à l'égard des Tutsi. Elle n'en réussit pas

moins à passer le bac et devenir professeure d'anglais. Grâce à une bourse, elle part ensuite en 1986 aux Etats-Unis pour faire des études d'interprétariat. Un exil qui lui sauve la vie.

La plupart des membres de sa famille n'ont pas réussi à échapper, en 1994, aux machettes et aux balles des extrémistes hutu. Son frère Landoald Ndasingwa, grande figure de l'opposition libérale, fut l'une des premières victimes du génocide.

« C'est une survivante, elle en a l'efficacité et la détermination », souligne une universitaire qui la connaît bien. Le génocide n'a cessé de la hanter. Avec Jack Kramer, journaliste et ancien marine, elle y a consacré un ample récit, *Rwanda Means the Universe : A Native's Memoir of Blood and Bloodlines*, publié en 2006.

En 2008, Louise Mushikiwabo décide finalement de revenir au pays. Après un bref passage en Tunisie comme directrice de la communication de la Banque africaine de développement, elle intègre le gouvernement rwandais, comme ministre de la communication puis comme chef de la diplomatie de Paul Kagame.

Fidèle parmi les fidèles de l'homme fort de Kigali même si elle n'a jamais été membre du Front patriotique rwandais, le parti-Etat régnant sans partage, elle serait l'une des rares à bénéficier de sa totale confiance. D'aucuns voient même en elle une possible successeuse si le maître du pays – qui selon la Constitution amendée à sa main peut rester au pouvoir jusqu'en 2034 – décidait de se en retrait.



## Fortes réticences

Au sein même de l'OIF, les réticences vis-à-vis de la future nouvelle secrétaire générale restent fortes, notamment parmi les hauts fonctionnaires de l'organisation.

« Jamais je n'ai été aussi inquiet sur l'avenir la francophonie », soupire l'un d'eux. Certes, comme le répète volontiers l'Elysée pour justifier son choix, « il s'agit d'élire une personne et non un pays ». Mais Louise Mushikiwabo, en portant depuis des années la politique extérieure rwandaise, est totalement identifiée à un régime défiant nombre des principes fondateurs de la francophonie.

Le pouvoir de Kigali n'est en effet guère un exemple en matière de défense des droits fondamentaux de ses citoyens. Les opposants sont traqués, arrêtés, voire exécutés à l'étranger. Mi-septembre, quelque 2 000 prisonniers politiques, dont la célèbre opposante Victoire Ingabire, ont été libérés par anticipation – un geste avant le sommet de la francophonie. « Toutes ces notions de démocratie et de droits humains, ce n'est pas toujours très clair et très précis », se justifiait encore, en août, Louise

Mushikiwabo, interrogée par l'Agence France-press (AFP), rappelant « qu'elle ne croit pas aux donneurs de leçons » en matière de démocratie. Depuis, elle a un peu mieux rodé son discours, ce qui ne signifie pas qu'elle ait changé d'opinion.

Le régime rwandais ne s'est pas illustré non plus, ces dernières années, par la défense de la langue française. Il n'a cessé, au contraire, de ses distances, en mettant fin à son enseignement dans les écoles et en adoptant l'anglais comme langue nationale.

Si elle manie un français parfait, Louise Mushikiwabo assure qu'il n'y a pas de contradiction entre la francophonie et ce choix de l'anglais. « C'est aujourd'hui la langue de la Silicon Valley, de la technologie, de la recherche, des réseaux sociaux. C'est une réalité et, par ailleurs, l'essentiel de l'activité économique du Rwanda se fait avec l'Afrique de l'Est », explique-t-elle au Monde. Une vision en accord avec celle du président français, qui se pose en héritier d'une « francophonie ouverte » aussi bien aux langues locales qu'à l'anglais.

Par Marc Semo (Erevan, envoyé spécial)

LE MONDE

# Francophonie, Paul Kagame défend sa candidate Louise Mushikiwabo

*Lors du sommet de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) qui se tient les 11 et 12 octobre à Erevan en Arménie, Paul Kagame cherche à faciliter l'élection à la tête de cette institution de la ministre rwandaise des Affaires Etrangères, Louise Mushikiwabo.*

Le président Paul Kagame vient de créer une certaine surprise en élargissant récemment près de 2000 prisonniers dont de nombreux opposants politiques. D'autant plus que l'emblématique Victoire Ingabire Umuhoza qui ne cesse de mettre en cause le régime autocratique du président Kagame a été elle aussi libérée. La défenseurs des droits de l'Homme et de la démocratie ne s'attendaient pas à une telle grâce présidentielle.

## Paul Kagame incontournable

Qu'a donc pu motiver cette subite mansuétude, peu en rapport avec la personnalité du sphinx de Kigali. Alors que les satisfecits économiques ne cessent de venir saluer les progrès du Rwanda dans l'agriculture, l'éducation, la santé et les technologies nouvelles, on ne peut soupçonner un quelconque affaiblissement politique, alors que, de surcroît, le Rwanda est devenu quasiment incontour-

nable dans de nombreuses crises politiques africaines.

Il reste que le président en exercice de l'Union africaine est en position inconfortable à la veille de l'élection délicate du Secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), qui se fera lors du XVII<sup>ème</sup> Sommet de l'Organisation à Erevan (Arménie) les 11 et 12 octobre 2018. Le président Kagame veut imposer sa candidate, Louise Mushikiwabo, à la tête de l'OIF, mais il est contraint de rassurer de nombreux États africains sceptiques sur cette éventualité.

## Le soutien d'Emmanuel Macron

La candidate rwandaise, ministre des affaires étrangères de Kagame depuis 2009, ne manque pas d'atouts. Tout d'abord, elle est encouragée et même soutenue par le président Emmanuel Macron. Ensuite, le Sommet de l'Union africaine de Nouakchott,



des 1er et 2 juillet 2018, a validé sa candidature.

Pour autant, la candidate rwandaise, qui a longtemps vécu aux Etats-Unis d'Amérique, est loin d'être une francophone militante et sa grande proximité avec Kagame n'en fait pas une adepte vigilante de la Déclaration de Bamako de l'OIF, qui prône la protection des droits de l'Homme et les pratiques démocratiques.

Devant les critiques, de plus en plus insistantes, de nombreux intellectuels et l'activisme de la canadienne Michaëlle Jean, actuelle Secrétaire générale, qui combat désormais plus la candidature

rwandaise que défendre sa propre candidature, Paul Kagame se devait de faire un geste fort pour consolider la candidature de Louise Mushikiwabo.

## Une fronde possible

Sera-ce suffisant pour créer une éventuelle autre surprise qui serait un camouflet pour Paul Kagame mais aussi un sérieux revers pour Emmanuel Macron. Le Canada a regretté la précipitation française et l'absence de concertation préalable. De nombreux membres de l'OIF ont peu apprécié le soutien du président français à la candidature d'une ressortissante d'un pays qui avait pris ses distances avec la famille francophone.

Une fronde contre la candidate rwandaise, quasiment imposée par Paris, n'est donc pas totalement à exclure.

Par La redaction de Mondafrique

## Invité surprise : 47 ministres avec le Premier Ministre, plus 25 ministres avec le Président, cela fait au bas mot 72 ministres !

À l'occasion d'un débat télé sur Tambara hier, M. Sanoussi Tambari Jakou (STJ) a subitement fait irruption pour y participer lui aussi. Il aurait été médusé sinon choqué par certains propos tenus sur le plateau.

Si le VTR n'a pas prévu une telle intrusion inopinée, l'on a au moins appris de la bouche du président du PNA qu'Adal Rhoubaid est le... 25<sup>ème</sup> Ministre Conseiller du PR. et que chacun suit le travail des différents ministères. Lui-même est Conseiller Transversal, c'est à dire qu'il s'occupe de beaucoup de dossiers. Alors, faisons le calcul : 47 ministres avec le Premier Ministre plus 25 ministres avec le Président, cela fait au bas mot 72 ministres ! Que le Trésor national doit grassement entretenir dans le pays le plus pauvre du monde !

Quand la société civile citoyenne exigeait la réduction du train de vie de l'État, ce n'était pas une simple vue de l'esprit ! Mais bien la triste réalité de la prédation des ressources nationales !

Nous espérons vivement que STJ s'invitera encore au prochain débat, cette fois pour nous donner le nombre exact de Conseillers sans portefeuille ministériel et de chargés de mission !



Et vous vous étonnez que le Niger soit dernier sur l'IDH du PNUD !

Et vous vous étonnez qu'environ 10 enfants meurent de malaria chaque jour à Magaria !

Dr Souley Adji

## Le Canard en furie

Hebdomadaire Satirique Nigérien

Siège Terminus, 1<sup>er</sup> virage à gauche après l'Hôtel Terminus en venant du Rond point Grand Hôtel, tout droit jusqu'au bout de la rue.

### Directeur de publication

Arouna Yacouba  
99.34.21.99

### Directeur Commercial

Inoussa DICKO

E-mail : in\_dicko@yahoo.fr  
90.00.99.83 / 96.75.34.12

### Conception & Composition

Le Canard en furie

Tirage: 1000 Exemplaires sur  
Les presses de la G.I.N

# Déclaration de presse du Cadre de concertation et d'actions citoyennes du 14 octobre 2018

Les organisations membres du Cadre de concertation et d'actions citoyennes, réunies à l'effet de dresser le bilan de la journée d'actions citoyennes du 6 octobre et examiner les derniers développements de l'actualité nationale, tiennent à faire la déclaration suivante : Depuis quelques jours, un groupe d'individus se réclamant du Cadre de concertation et d'actions citoyennes tente, à travers diverses actions de communication publiques et souterraines, de semer la confusion sur le positionnement du cadre de concertation par rapport aux différents partis et regroupements de partis présents sur l'échiquier politique national; et ce, dans le dessein évident de démobiliser les citoyen(ne)s qui, convaincus de la justesse de la plate-forme du cadre de concertation, continuent de participer partout dans le pays aux journées d'actions citoyennes, depuis leur lancement en octobre 2017. C'est ainsi que, le 6 octobre dernier, ces individus ont rendu public, au nom du Cadre de concertation et d'actions citoyennes, un communiqué de presse dans lequel ils prenaient position par rapport à un problème interne au Front démocratique et républicain (FDR); laissant croire par là même que le Cadre de concertation et d'actions citoyennes en est membre, et qu'ils y sont ses représentants attirés et légitimes. Aussi, mesurant l'effet négatif que pourrait avoir des tels agissements, le Cadre de concertation et d'actions citoyennes, tient-il à apporter les précisions suivantes : Depuis sa création, le Cadre de concertation et d'actions citoyennes a fait le choix clair de rester totalement indépendant de toute obédience ou formation politiques; et ce, dans le souci de demeurer un cadre citoyen ouvert et inclusif, susceptible de mobiliser toutes les énergies autour d'une plate-forme citoyenne prenant en compte les grands sujets de préoccupation majeure des citoyen(ne)s. Les responsables du Cadre de concertation et d'actions citoyennes ont rencontré, tour à tour, les représentants

de tous les regroupements politiques de l'opposition au Niger, afin de leur signifier d'une part, que le cadre de concertation, tout en reconnaissant le poids des partis politiques et l'importance de leur implication dans les actions citoyennes, ne souhaite pas établir avec eux des liens organiques; et d'autre part, qu'il est totalement disposé à poursuivre avec eux les discussions et échanges, ainsi qu'à envisager la possibilité d'organiser des actions conjointes; Après ces rencontres d'échange avec les représentants des différents regroupements de l'opposition, le Cadre de concertation et d'actions citoyennes n'a pas jugé utile de faire une quelconque déclaration au sujet de son appartenance ou non au Front Démocratique et Républicain (FDR); eu égard même aux conditions dans lesquelles certains de ses membres ont participé à sa création à un moment où ses principaux responsables étaient encore détenus dans les prisons du régime en place. Aussi, le Cadre de concertation et d'actions citoyennes tient-il à rappeler à l'attention des leaders et militants des partis politiques de l'opposition, que sa volonté de rester indépendant de toutes forces politiques ne découle ni d'une quelconque hostilité à leur égard, ni d'une propension à céder à la propagande orchestrée par les ténors du régime en place qui ne ratent aucune occasion de crier sur tous les toits que la société civile est à la solde de l'opposition. Cette position découle plutôt du souci de montrer qu'il est possible de mobiliser les Nigérien(ne)s autour d'une plate-forme citoyenne prenant en compte leurs préoccupations quotidiennes et abordant clairement des enjeux globaux tels que les velléités manifestes de recolonisation de tout l'espace sahélo-saharien. Le Cadre de concertation et d'actions citoyennes saisit également cette occasion pour attirer l'attention de tous les acteurs de la scène nationale, qu'il s'agisse des partis politiques ou des associations et syndicats, sur le fait que le combat engagé depuis



décembre 2016 par la société civile nigérienne gagnerait à rester un combat citoyen et non partisan pour la sauvegarde de la démocratie et de la souveraineté de notre pays, pour la bonne gouvernance démocratique et éthique, et surtout pour le respect et concrétisation des droits économiques, sociaux et culturels, ainsi que les droits civils et politiques sérieusement bafoués par le régime en place. Le Cadre de concertation et d'actions citoyennes est convaincu qu'en dehors des ténors du régime en place et de leurs soutiens internes et externes, il n'est dans l'intérêt d'aucune force politique ou sociale de saborder, pour des considérations partisans et des petits calculs mesquins, l'extraordinaire élan de mobilisation populaire révélé par les journées d'actions citoyennes. Le sabotage de cet élan de mobilisation ne peut que profiter au régime en place qui cherche par tous les moyens à détruire tout ce qui est cher aux Nigérien(ne)s, à commencer par la souveraineté nationale et la démocratie arrachée de haute lutte. Par conséquent, convaincu que seule une mobilisation citoyenne forte peut arrêter la dérive autoritaire, antisociale et antidémocratique du régime en place, le Cadre de concertation et d'actions citoyennes : 1-Réaffirme sa ferme détermination à poursuivre les journées d'action citoyenne contre les mesures antisociales contenues dans la loi de finances 2018 et le projet 2019, la dérive autoritaire marquée par des violations répétées de la Constitution et des droits

et libertés, la mauvaise gouvernance caractérisée par la corruption et la caporalisation de toutes les institutions indépendantes y compris la justice, et l'aliénation de la souveraineté de notre pays symbolisée par la présence massive des forces militaires extérieures d'occupation et les contrats léonins signés avec les compagnies minières et pétrolières; 2-Invite l'ensemble de citoyens et citoyennes, sans considération de leurs appartenances partisans, ainsi que l'ensemble des forces sociales et politiques convaincues de la justesse de cette lutte, à continuer à prendre part massivement aux prochaines journées d'actions citoyennes, afin de continuer à marquer leur refus de plier face à un gouvernement entêté, clairement à la solde des intérêts personnels et étrangers; 3-Salue vivement l'amorce du dialogue politique entre le pouvoir et l'opposition autour de la question du code électoral, tout en rappelant que cette question ne concerne pas que les partis politiques, et qu'il est de l'intérêt de tous les acteurs à ce qu'elle ne soit pas dissociée de toutes les autres questions au cœur du combat que mènent les forces sociales et politiques pour la sauvegarde de la démocratie et le respect des libertés et droits fondamentaux.

**Fait à Niamey, le 14 Octobre 2018**